

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2887

13 octobre 2014

SOMMAIRE

1798 AOG Energy Master Fund	138535	Mylan Luxembourg 9 S.à r.l.	138562
AB Institutional Series	138533	Palazzo Due Funding	138573
Amromco Lux II S.à r.l.	138575	Palazzo Due Funding & Co S.à r.l.	138563
Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l. ...	138575	Palazzo Due Funding & Co S.C.A.	138563
Assya Capital Investment S.C.A., SICAV- FIS	138558	Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l.	138532
Axxion Focus	138533	Pentair Global S.à r.l.	138576
BVfon Holding S.A.	138535	Portovaltravaglia Invest S.A.	138530
Camoplast Solideal Holding S.à r.l.	138540	Prisma Alternatives Fund	138538
Digital Services Holding XXII S.à r.l.	138535	Qatena	138530
Elbe Properties S.à r.l.	138531	Querstrasse Frankfurt Real Estate S.à r.l.	138536
fo.con s.a.	138558	RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.	138533
GRANJA S.A., société de gestion de patri- moine familial, «SPF»	138530	Real Estate Alpha 1 S.A.	138559
Hilares S.A.	138559	Real Estate Alpha 3 S.A.	138576
ILM Holding S.à r.l.	138558	Real Estate Alpha 4 S.A.	138576
International Automotive Components Group Europe S.à r.l.	138559	Rockspring HBOS FSPS Holdings (Luxem- bourg) S. à r.l.	138531
Javi Participations S.A.	138561	Royster Fund Management S.à r.l.	138576
JMK Energy S.à r.l.	138532	Sangam S.à r.l.	138560
JSS Special Investments FCP (SIF)	138535	Sigale Investments S.à r.l.	138533
JW Aurum Series M (LUX) S.à r.l.	138559	Société Immobilière Bâtiment Konrad Adenauer du Parlement européen	138560
K2 Ellipse S.A.	138561	Sogeco Holding S.A.	138560
Lara Luxembourg Invest SA	138562	Spring Financial Investment S.A.	138531
Linkingbridge Media and Trade Services	138532	Thibault Management Services S.A.	138536
Luxame Trading S.A.	138556	Travis Management S.A.	138536
Luxors	138562	UNM International Holdings Ltd., Luxem- bourg branch	138557
Mado Invest S.A.	138560	Welkin S.A.	138557
MHS European Holdings S.à r.l.	138562	Weser Properties S.à r.l.	138532
Michel Jasmain S.A.	138576	Young LuxCo S.à r.l.	138557
Minusines S.A.	138556		
Moonray European Investments S.à r.l. .	138561		

Qatena, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 107.369.

Les comptes annuels au 17/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QATENA

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014130852/12.

(140148398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

GRANJA S.A., société de gestion de patrimoine familial, «SPF», Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 76.110.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

qui aura lieu le 29 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157747/1023/18.

Portovaltravaglia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 160.591.

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30/10/2014 à 11.00 heures au siège social de la société sis 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification de la cooptation du nouvel Administrateur décidée par le Conseil d'Administration en date du 13 février 2012;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Démission de Pinango Corp. de ses fonctions d'Administrateur et décharge;
6. Nomination d'un Administrateur en remplacement du démissionnaire;
7. Divers.

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'Assemblée Générale Ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire au siège de la société.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014157067/24.

Rockspring HBOS FSPS Holdings (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 162.486.

Il résulte des décisions de l'associé unique de La Société, décidées par voie de résolutions en date du 19 août 2014:

1. Acceptation de la démission de Ian Baker en tant que classe A gérant de La Société avec effet immédiat.

2. Nomination de Christopher Warren, né le 18 juillet 1978, à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 166, Sloane Street, SW1X 9QF Londres, Royaume-Uni, en qualité de classe A gérant de La Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2014.

Référence de publication: 2014132722/15.

(140150502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Spring Financial Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.901.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 29 octobre 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157748/1023/18.

Elbe Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 123.616.

Aucun des associés n'ayant été présent ou représenté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 octobre 2014, conformément à l'Article 20, (d) des statuts de la Société, les Associés sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 novembre 2014 à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. 1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. 2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, ainsi que des rapports de gestion et rapports du réviseur le cas échéant;
3. 3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
4. 4. Décharge aux organes statutaires de la société;
5. 5. Décision sur la proposition de voter la dissolution anticipée de la société sur base de l'Article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. 6. Divers.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2014157729/21.

JMK Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 167.791.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130725/9.

(140148044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Linkingbridge Media and Trade Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7370 Lorentzweiler, 6, rue Saint Laurent.

R.C.S. Luxembourg B 161.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130772/10.

(140148210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.948.

Le Bilan consolidé au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Peninsula International (Lux) Limited S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014130826/14.

(140147816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Weser Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 123.618.

Aucun des associés n'ayant été présent ou représenté lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 octobre 2014 conformément à l'Article 20, (d) des statuts de la Société, les Associés sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 novembre 2014 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, ainsi que des rapports de gestion et rapports du réviseur le cas échéant;
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
4. Décharge aux organes statutaires de la société;
5. Décision sur la proposition de voter la dissolution anticipée de la société sur base de l'Article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

Le Conseil de Gérance.

Référence de publication: 2014157728/21.

AB Institutional Series, Fonds Commun de Placement.

—
CLOSURE NOTICE OF AB INSTITUTIONAL SERIES

The board of managers of the Company decided to close the *fonds commun de placement* AB Institutional Series as of 9 October 2014 as it never had any assets since its creation.

The Board of Managers of AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014157382/8.

Axxion Focus, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister registriert und hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2014133505/9.

(140151790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Sigale Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 165.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2014.

Sigale Investments S.à r.l.

Mr. Jonathan Griffin / Mr. Mark Doherty

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014133955/13.

(140151694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

RBS Global Banking (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 147.923.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of September.

Before us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr Blaise Garban, Head of Legal, professionally residing in Luxembourg,

acting in his capacity as a special attorney-in-fact of RBS Global Banking (Luxembourg) S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 46, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 147.923, incorporated by a deed of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, dated 29 July 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1862 of 25 September 2009 ("RBS Luxembourg"). The articles of incorporation of RBS Luxembourg have been amended for the last time by a deed of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, dated 21 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 806 of 23 April 2011.

The said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declaration and statement:

- that the common directors' report relating to the cross-border merger of RBS Luxembourg, as absorbed company and The Royal Bank of Scotland plc, a public limited company incorporated under the laws of Scotland, having its registered office at 36 St Andrew Square, Edinburgh EH2 2YB, United Kingdom, incorporated under the Companies Acts and registered with the Registrar of Companies in Scotland under number SC090312 ("RBS plc"), as absorbing company, which is required by article 265 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") has been made duly available to (i) RBS plc in its capacity as sole shareholder of RBS Luxembourg and to (ii) the employee representatives of RBS Luxembourg at least one (1) month prior to the date hereof.

- that the documents listed in articles 267(1) (a), (b), and (d) of the Law have been made duly available to RBS plc in its capacity as sole shareholder of RBS Luxembourg, at least one (1) month prior to the date hereof.

The undersigned notary certifies that:

- in accordance with the cross-border merger terms in notarial form recorded in a deed of the undersigned notary on 26 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756 of 7 July 2014 (the "Merger Terms"), RBS Luxembourg and RBS plc contemplated to merge (the "Merger");

- considering the above, a period of at least one (1) month has elapsed between the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the Merger Terms and the date hereof;

- considering that the RBS plc owns all of the shares issued by RBS Luxembourg, according to the provisions of article 279 (2) of the Law, no shareholder's resolution of RBS Luxembourg is required so to enter into the proposed Merger.

The undersigned notary further certifies, in accordance with the provisions of article 271 (2) of the Law, that all the legal formalities required by RBS Luxembourg have been duly completed as of the date of this certificate.

The undersigned notary who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois de septembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Blaise Garban, Chef du Département Juridique, résidant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de RBS Global Banking (Luxembourg) S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.923, constituée suivant un acte de Maître Joëlle Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1862 du 25 septembre 2009 («RBS Luxembourg»). Les statuts de RBS Luxembourg ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Joëlle Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 21 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 806 du 23 avril 2011.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné d'acter la déclaration et constatation suivante:

- que le rapport des administrateurs communs concernant la fusion transfrontalière de RBS Luxembourg, en tant que société absorbée, et de The Royal Bank of Scotland plc, une public limited company constituée selon le droit écossais, ayant son siège social au 36 St Andrew Square, Edinburgh EH2 2YB, Royaume Uni, constituée selon les Companies Acts et inscrite au Registrar of Companies en Ecosse sous le numéro SC090312 («RBS plc»), en tant que société absorbante, qui est exigé par l'article 265 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi») a été dûment mis à la disposition de (i) RBS plc en sa qualité d'actionnaire unique de RBS Luxembourg et (ii) des représentants des employés de RBS Luxembourg au moins un (1) mois avant la date des présentes.

- que les documents énumérés aux articles 267(1) (a), (b) et (d) de la Loi ont été dûment mis à la disposition de RBS plc, en sa qualité d'actionnaire unique de RBS Luxembourg, au moins un (1) mois avant la date des présentes.

Le notaire soussigné atteste que:

- conformément au projet commun de fusion établi sous forme notariée, suivant acte du notaire soussigné en date du 26 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756 du 7 juillet 2014 (le «Projet Commun de Fusion») RBS Luxembourg et RBS plc ont projeté de fusionner (la «Fusion»);

- considérant la déclaration ci-dessus, un délai d'au moins un (1) mois entre la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Projet Commun de Fusion et la date des présentes a été respecté;

- considérant que RBS plc détient toutes les actions émises par RBS Luxembourg, conformément aux dispositions de l'article 279 (2) de la Loi, aucune décision de l'assemblée générale des actionnaires de RBS Luxembourg est nécessaire pour conclure la Fusion envisagée.

Le notaire soussigné atteste en outre que, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, toutes les formalités légales requises par RBS Luxembourg ont été dûment établies à la date de ce certificat.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du comparant et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. Garban, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 3 octobre 2014. REM/2014/2184. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 8 octobre 2014.

Référence de publication: 2014157596/91.

(140178482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

1798 AOG Energy Master Fund, Fonds Commun de Placement.

The Unitholders are hereby informed that the liquidation of 1798 AOG Energy Master Fund has been closed. The liquidation proceeds have been paid to the Unitholders entitled thereto and, accordingly, no assets have been deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg.

The documents and Accounts of 1798 AOG Energy Master Fund will remain deposited at the offices of Lombard Odier Funds (Europe) S.A., 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, for a period of five years.

Référence de publication: 2014157749/755/9.

JSS Special Investments FCP (SIF), Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement des spezialisierten Investmentfonds JSS Special Investments FCP (SIF) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. Oktober 2014.

J. Safra Sarasin Fund Management (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2014156687/11.

(140177900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

BVfon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 112.857.

Les comptes annuels audités de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014132337/12.

(140150236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Digital Services Holding XXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.602.

RECTIFICATIF

Dans les en-têtes des publications à la page 122820 et à la page 124280 du Mémorial C n° 2559 du 22 septembre 2014, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- au lieu de: «Digital Services Holding XXII S.à r.l.»,

- lire: «Digital Services Holding XXII S.à r.l.».

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 122785.

Référence de publication: 2014157720/13.

Travis Management S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 178.234.

—
EXTRAIT

En date du 12 août 2014, l'actionnaire unique de la Société a approuvé la résolution suivante:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 12 août 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014132139/13.

(140149425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Thibault Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 47.852.

—
Extrait des résolutions adoptées par les actionnaires de la Société en date du 4 août 2013:

- Milou Scholte, 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société avec effet au 23 juillet 2014.

- Marylène Barthol, 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, est nommé administrateur de la société avec effet au 23 juillet 2014 jusqu'à l'assemblée générale de 2019.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014134017/14.

(140151880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Querstrasse Frankfurt Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.712.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 189.007.

—
In the year two thousand and fourteen,
on the seventeenth day of the month of September.

Before Us, Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"CSRE I European Property (Luxembourg) Holding S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is governed by Luxembourg Law, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under company number R.C.S. B 185.605,

duly represented by Mr Alexander Wagner, lawyer, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him in Luxembourg, on 11 September 2014.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole unitholder (the "Sole Unitholder") of "Querstrasse Frankfurt Real Estate S.à r.l." (the "Company"), a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under section B number 189.007 and incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 18 July 2014, its publication in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations still pending.

The Sole Unitholder representing the whole corporate unit capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Unitholder RESOLVES to increase the issued corporate capital of the Company by an amount of two million seven hundred thousand euro (EUR 2,700,000.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to two million seven hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 2,712,500.-) without issuing new units.

Said capital increase was fully paid up by the current sole unitholder by a contribution in cash of an amount of TWO MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 2,700,000.-) so that such aggregate amount of TWO MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 2,700,000.-) is as of today at the free disposal of the Company, which was certified to the undersigned notary who expressly states this.

Second resolution

In order to reflect such increase of the subscribed corporate capital, the Sole Unitholder consequently RESOLVES to amend article 5 of the Articles which shall now read as follows:

" **Art. 5. Corporate Capital.** The unit capital is fixed at two million seven hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 2,712,500.-) represented by one hundred and twenty-five (125) units with no reference to nominal value."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately three thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn,
am siebzehnten Tag des Monats September.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen:

die CSRE I European Property (Luxembourg) Holding S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer R.C.S. B 185.605,

hier vertreten durch Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, berufsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, Luxemburg, kraft einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche in Luxemburg, am 11. September 2014 ausgestellt wurde.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft "Querstrasse Frankfurt Real Estate S.à.r.l.", eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 189.007, gegründet gemäß einer notariellen Gründungsurkunde aufgenommen am 18. July 2014, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Die Alleingesellschafterin, welche das vollständige Gesellschaftskapital repräsentiert, hat erklärt und den Notar gebeten zu beurkunden dass:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin BESCHLIESST das Gesellschaftskapital um eine Summe von zwei Millionen siebenhunderttausend Euro (EUR 2.700.000,-) aufzustocken, um das gegenwärtige Gesellschaftskapital der Gesellschaft von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf einen Betrag von zwei Millionen siebenhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 2,712,500,-) zu erhöhen, ohne Ausgabe von neuen Gesellschaftsanteilen.

Dieselbe Kapitalerhöhung wurde vollständig durch die Alleingesellschafterin in Höhe von ZWEI MILLIONEN SIEBENHUNDERTTAUSEND EURO (EUR 2.700.000,-) in bar eingezahlt, so dass die Summe in einer Gesamthöhe von ZWEI MILLIONEN SIEBENHUNDERTTAUSEND EURO (EUR 2.700.000,-) ab heute der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, so wie dies dem Notar bescheinigt wurde und welcher dies auch ausdrücklich bestätigt.

Zweiter Beschluss

Ferner zu der oben genannten Erhöhung des Gesellschaftskapitals, BESCHLIESST die Alleingesellschafterin Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwei Millionen siebenhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 2,712,500,-) eingeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Gesellschaftsanteile ohne Bezug zu einem Nennwert."

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka dreitausend Euro geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der deutschen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Version.

Auf Ersuchen desselben Erschienenen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung maßgebend sein.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument der erschienenen Person, welche dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen wurde, wurde es von der besagten erschienenen Person gemeinsam mit Uns dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 22. September 2014. Relation: EAC/2014/12653. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2014153923/102.

(140175464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Prisma Alternatives Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.692.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of September at 5:00 p.m.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of PRISMA ALTERNATIVES FUND a société anonyme (hereafter referred to as the "Company"), qualifying as a société d'investissement à capital variable, subject to the provisions of Part II of the Luxembourg law relating to undertakings for collective investment dated December 17th, 2010 and related laws and regulations, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and recorded with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173.692, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 11 December 2012, published in the Mémorial C Récueil des Sociétés et Associations on 31 December 2012, number 3109.

The meeting was opened at 5:00 p.m. with Francis Kass, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Cathy Charon, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Following the entry into force of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law"), amendment of article 1 of the articles of incorporation of the Company, by adding the following paragraph:

"The Company is an alternative investment fund within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law")."

2. Following the entry into force of the AIFM Law, amendment of Article 6 of the articles of incorporation of the Company, by adding the following paragraph:

"(7) The Board of Directors will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the alternative investment fund manager of the Company or its delegate with respect to the Company, as the case may be, to a Shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Prospectus."

3. Following the entry into force of the AIFM Law, amendment of Article 27 of the articles of incorporation of the Company, which henceforth reads as follows:

“To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the “Custodian”).

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the 2013 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company may expressly authorize the Custodian to discharge itself of its liability with respect to the custody of such financial instruments, to the extent it has been instructed by the Company or its alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.”

4. Following the entry into force of the AIFM Law, amendment of Article 32 of the articles of incorporation of the Company, which henceforth reads as follows:

“All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2010 Law and the 2013 Law as such laws have been or may be amended from time to time.”

5. Miscellaneous.

II. That the extraordinary general meeting was initially convened to be held on 27 August 2014 but the quorum of 50% of the outstanding shares required to hold the extraordinary general meeting was not reached and the meeting was therefore not authorised to deliberate on the items of the agenda.

III. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur”

by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. That all the shares being registered shares, the shareholders of the Company have been convened pursuant to a convening notice dated 27 August 2014 sent by registered mail to the shareholders and that it appears from the attendance list of the Company that out of 4.836.688 shares outstanding, 527.764 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V. That there is no quorum requirement for the present meeting and that consequently the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

VI. That the resolutions on such items, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting RESOLVES to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company, by adding the following paragraph:

“The Company is an alternative investment fund within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”).”

Second resolution

The general meeting RESOLVES to amend Article 6 of the articles of incorporation of the Company, by adding the following paragraph:

“(7) The Board of Directors will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the alternative investment fund manager of the Company or its delegate with respect to the Company, as the case may be, to a Shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Prospectus.”

Third resolution

The general meeting RESOLVES to amend Article 27 of the articles of incorporation of the Company, which henceforth reads as follows:

“To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the “Custodian”).

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the 2013 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian

but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company may expressly authorize the Custodian to discharge itself of its liability with respect to the custody of such financial instruments, to the extent it has been instructed by the Company or its alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.”

Fourth resolution

The general meeting RESOLVES to amend Article 32 of the articles of incorporation of the Company, which henceforth reads as follows:

“All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2010 Law and the 2013 Law as such laws have been or may be amended from time to time.”

There being no further business, the meeting is closed at 5.30 p.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: F. KASS, C. CHARON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42111. Reçu soixante-quinze euros (75-EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152297/113.

(140173773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Camoplast Solideal Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 23.108.630,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 162.661.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of August.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Camoplast Solideal Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 23,108,630.- and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.661 (the Company) The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, dated April 23, 2014.

THERE APPEARED:

Camoplast Solideal Inc, a company existing under Canadian Law, having its registered offices in J1J2E8 Quebec, Canada, 2144, King Ouest, Bureau 110, Sherbrooke, registered with the register of companies of Canada under the number 450903-0, being the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder),

duly represented by Mr Ahcène Boulhaïs, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of twenty-three million eight thousand six hundred thirty dollars of the United States of America (USD 23,008,630.-) so as to bring the subscribed share capital of

the Company from its present amount of twenty three million one hundred and eight thousand six hundred and thirty dollars of the United States of America (USD 23,108,630.-) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value, to one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value; and allocation of the amount of twenty-three million eight thousand six hundred thirty dollars of the United States of America (USD 23,008,630.-) resulting from the decrease of subscribed share capital of the Company to the share premium reserve account of the Company;

2. Replacement of the existing twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value by one (1) share of the Company with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-);

3. Creation of classes of shares in the share capital of the Company, namely (i) mandatory redeemable preferred shares (the MRPS) which may be issued in different classes, having a nominal value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) each, and (ii) ordinary shares (the Ordinary Shares), and subsequent conversion of the existing shares in the share capital of the Company into Ordinary Shares;

4. Increase of the share capital of the Company by an amount of nine million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 9,800,000.-) so as to increase it from its current amount of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) to nine million nine hundred thousand dollars of the United States of America (USD 9,900,000.-) by way of creation and issuance of forty (40) Class A MRPS, fifty-seven (57) Class B MRPS and one (1) Ordinary Share, all with a nominal value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) each;

5. Subscription for and payment of the forty (40) Class A MRPS, fifty-seven (57) Class B MRPS and one (1) Ordinary Share by means of a contribution in kind;

6. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company (without amending the corporate object clause) so as to reflect the amendments referred to under items 1 to 5 above;

7. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the changes referred to under items 1 to 5 above with power and authority given to any manager of the Company to proceed, under his sole signature, on behalf of the Company to the registration of the above changes in the share register of the Company; and

8. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholders has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the subscribed share capital of the Company by an amount of twenty-three million eight thousand six hundred thirty dollars of the United States of America (USD 23,008,630.-) so as to bring the subscribed share capital of the Company from its present amount of twenty three million one hundred and eight thousand six hundred and thirty dollars of the United States of America (USD 23,108,630.-) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value, to one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) represented by twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value.

The Sole Shareholder resolves to allocate the amount of twenty-three million eight thousand six hundred thirty dollars of the United States of America (USD 23,008,630.-) resulting from the decrease of subscribed share capital of the Company to the share premium reserve account of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to replace the existing twelve thousand (12,000) shares in registered form with no nominal value by one (1) share of the Company with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-). As a result, the (12,000) shares of the Company without par value currently held by the Sole Shareholder will be replaced by one (1) share of the Company with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-), as of the date hereof.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to create classes of shares in the share capital of the Company, which shall be composed of mandatory redeemable preferred shares (in abbreviate, MRPS) which may be issued in different classes, and ordinary shares (the Ordinary Shares), the rights, obligations and features of which will be detailed in the Articles, as shall be implemented by the present deed in the sixth resolution below. The Sole Shareholder resolves to convert the existing shares in the share capital of the Company into Ordinary Shares. The rights, obligations and features of the MRPS differ from the rights, obligations and features of the existing shares, which shall henceforth be Ordinary Shares.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of nine million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 9,800,000.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) to nine million nine hundred thousand dollars of the United States of America (USD 9,900,000.-) by way of creation and issuance of forty

(40) Class A MRPS, fifty-seven (57) Class B MRPS and one (1) Ordinary Share, each with a nominal value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-).

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Intervention - Subscription - Payment

Camoplast Solideal Inc, aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe for forty (40) Class A MRPS, fifty-seven (57) Class B MRPS and one (1) Ordinary Share, each with a nominal value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-), and to fully pay up such shares by a contribution in kind consisting of a receivable in an amount of sixteen million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 16,800,000.-) which it has against the Company (the Receivable).

The contribution in kind of the Receivable in an amount of sixteen million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 16,800,000.-) shall be allocated as follows:

(i) one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) to the share capital account linked to the Ordinary Shares;

(ii) seven million dollars of the United States of America (USD 7,000,000.-) to the share premium account linked to the Ordinary Shares;

(iii) four million dollars of the United States of America (USD 4,000,000.-) to the share capital account linked to the Class A MRPS; and

(iv) five million seven hundred thousand dollars of the United States of America (USD 5,700,000.-) to the share capital account linked to the Class B MRPS.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable is evidenced by inter alia, (i) the interim accounts of the Company dated July 22nd, 2014 (the Interim Accounts), and signed for approval by the board of managers of the Company and (ii) a certificate issued on August 22nd, 2014, by the board of managers of the Company (the Management Certificate). It results from such certificate that, as of the date of such certificate:

- the attached Interim Accounts show a receivable in an amount of at least sixteen million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 16,800,000.-) payable by the Company to the Sole Shareholder;

- the Sole Shareholder is the owner of the Receivable, is solely entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;

- the Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on generally accepted accountancy principles, the Receivable contributed to the Company per the attached Interim Accounts is worth at least sixteen million eight hundred thousand dollars of the United States of America (USD 16,800,000.-) and since the Interim Accounts no material changes have occurred which would have depreciated the Receivable;

- the Receivable is freely transferable by the Sole Shareholder to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value;

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Receivable by the Sole Shareholder to the Company, the Receivable will be extinguished by way of confusion (extinction par confusion) for the purposes of article 1300 of the Luxembourg Civil Code.

Sixth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to restate the articles of association of the Company (without amending the corporate object clause) so that they shall henceforth read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Camoplast Solideal Holding S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of, the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital of the Company amounts to nine million nine hundred thousand dollars of the United States of America (USD 9,900,000.-).

5.2 The share capital of the Company is represented by two (2) ordinary shares with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) each, all subscribed and fully paid-up (the Ordinary Shares), by forty (40) class A mandatory redeemable preferred shares with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) each (the Class A MRPS), and by fifty-seven (57) class B mandatory redeemable preferred shares with a par value of one hundred thousand dollars of the United States of America (USD 100,000.-) each, all subscribed and fully paidup (the Class B MRPS, and together with the Ordinary Shares and the Class A MRPS, the Shares).

5.3 All the Shares are in registered form.

5.4 The holder(s) of Ordinary Shares are hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and collectively as the Ordinary Shareholders. The holder(s) of any class of MRPS are hereinafter individually referred to as a MRPS Shareholder and collectively as the MRPS Shareholders.

5.5 The Ordinary Shareholder(s) and the MRPS Shareholder(s) are hereinafter collectively referred to as the Shareholders.

5.6 Any class of MRPS and any MRPS respectively are redeemable in accordance with these Articles. If a share premium has been paid upon issuance of a Share, the share premium will be allocated to all the shares of the category of shares (Ordinary Shares or relevant class of MRPS) for which a share premium has been issued.

General - Acquisition or redemption by the Company of Shares

5.7 The Company may redeem its own Shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

Mandatory redemption or acquisition of the MRPS by the Company

5.8 In respect of the MRPS and to the extent permitted by law, ten (10) years after the issuance date of any class of MRPS, the Company must redeem or acquire all (but not some) of the MRPS issued in such class still outstanding on that date.

Optional redemption of the MRPSs by the Company

5.9 Subject to article 5.8, the Company may redeem the MRPS with at least six (6) calendar days prior written notice to each MRPS Shareholder, setting out the proposed redemption date (which must be a Business Day) and the redemption considerations including reasonable detail of calculations as against the requirements of article 5.11 (as the case may be).

Optional redemption of the MRPS by the MRPS Shareholder

5.10 MRPS are also redeemable at the option of the MRPS Shareholder(s).

Consideration payable to MRPS Shareholder(s) on redemption or acquisition

5.11 The MRPS Shareholder(s), in consideration of a redemption or acquisition of a class of MRPS by the Company under article 5.8 or article 5.9 or article 5.10, shall be entitled to receive an amount (either in cash and/or in kind) equal to the sum of:

- (a) The relevant MRPS Investment Amount pro rata to the MRPS being redeemed or acquired;
- (b) The relevant MRPS Coupon Entitlement pro rata to the MRPS being redeemed or acquired.

5.12 To the extent permitted by Law, the MRPS Shareholder(s), in consideration of a redemption or acquisition of such MRPS of a specific class by the Company under this Article 5 shall be entitled to receive an amount (in cash or kind (which may be by the issuance of other shares of the Company) which is the lower of (i) the original amount of the par value of the MRPS including any share premium plus the cumulative coupon as per the date of redemption as shown in the MRPS Profit Account of that class minus any foreign currency exchange loss realized by the Company in its United States dollar books on the repayment of the MRPS Investment and plus any foreign currency exchange gain realized by the Company in its United States dollar books on the repayment of the MRPS Investment and (ii) the fair market value of the MRPS Investment and accrued interest as per the date of redemption, plus one percent (1%) of the original amount of the par value of the MRPS and share premium at the time of issuance of the MRPS.

Art. 6. Shares.

6.1 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.2 Shares are freely transferable among Shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

6.3 In case of plurality of Shareholders, the transfer of Shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

6.4 A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.5 For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.6 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

7.2 The managers will be appointed by a resolution of the shareholders or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

The appointed managers will compose the Board of Managers.

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of two managers.

10.2 If the general meeting of shareholders decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager or by the joint signature of two B Managers.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1 Resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (composed of the MRPS Shareholders and the Ordinary Shareholders) (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

12.2 The Shareholders assume all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.3 Voting rights

(i) Each Ordinary Share entitles its holder to one (1) vote.

(ii) For so long as the Company has one shareholder, in accordance with article 200-1 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), any MRPS issued by the Company to such sole shareholder shall be non-voting.

(iii) In the case the Company has more than one shareholder, in case coupon on the MRPS have not been paid for a period of three (3) consecutive years, in case of transformation of the Company into any other corporate form of company or in case of merger or de-merger of the Company, the holders of the MRPS shall be entitled to voting rights.

12.4 Each Shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The Shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first day of April of each year and end on the thirty-first day of March of each year.

14.2 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Profits. General

15.1 The Company shall maintain:

- (a) a legal reserve account (the Legal Reserve Account);
- (b) a MRPS profit account for each class of MRPS (the MRPS Profit Accounts); and
- (d) a general profit account (the General Profit Account) (which is not a MRPS Profit Account), all to be kept in Dollars of the United States of America (USD).

Allocation of Losses

15.2 Any losses appearing from the profit and loss account adopted by the General Meeting shall be allocated as follows:

- (a) First, to the General Profit Account, if and to the extent this account shows a positive amount;
- (b) Second, the balance after the allocation pursuant to paragraph (a) above, if any, pro rata to the MRPS Profit Accounts if and to the extent, these accounts show a positive amount.

Allocation of Profits

15.3 Each financial year, all of the profit distributable by law shown in the annual accounts of the Company, which, for the avoidance of doubt, shall include the MRPS Coupon Entitlement of each class of MRPS, must be allocated to the Profit Accounts referred to in article 15.1 in the following order:

- (a) first, an amount corresponding to 5% of the profit distributable by law shall be allocated to the Legal Reserve Account, until the aggregate amount allocated to the Legal Reserve Account is equal to 10% of the issued corporate capital of the Company;
- (b) second, with respect to any financial year, the relevant MRPS Coupon Entitlement that has not been fully allocated to the MRPS Profit Accounts due to insufficient profits in any previous financial year shall be allocated to the relevant MRPS Profit Accounts respectively;
- (c) third, with respect to any financial year, the relevant MRPS Coupon Entitlement that has been allocated to the relevant MRPS Profit Account respectively and which has thereafter been withdrawn from the MRPS Profit Accounts due to allocation of losses under article 15.2 in a subsequent financial year shall be allocated to the relevant MRPS Profit Accounts respectively;
- (d) fourth, with respect to any financial year, an amount equal to the relevant MRPS Coupon Entitlement for such financial year shall be allocated to the relevant MRPS Profit Accounts respectively; and
- (e) finally, the part of the profit remaining after the allocations pursuant to paragraph (a) to and including (e) shall be allocated to the General Profit Account.

Distributions

15.4 Subject to article 15.5, in case of a payment of the balance of any MRPS Profit Accounts, or a part thereof, as an advance payment, the balance of a MRPS Profit Account will be calculated as per the calendar day immediately preceding the day of payment of the advance payment, and on the assumption that such day is the end of a financial year.

15.5 Advance payments out of the Profit Accounts may be made at any time. Such advance payments out of the Profit Accounts can only be made pursuant to a resolution of the Board.

15.6 Any distribution out of the Profit Accounts which is not contemplated by article 15.4 and 15.5. can only be made to the Shareholders (comprising the MRPS Shareholders and the Ordinary Shareholders) pursuant to a unanimous resolution of the General Meeting where the entire voting share capital of the Company is present or represented, it being understood, for the avoidance of doubt, that the MRPS Shareholder(s) shall not be entitled to any distributions except those made out of the MRPS Profit Accounts.

15.7 The final dividend with respect to a financial year must be declared by a resolution of the General Meeting, taking into consideration any advance payment on dividends declared by the Board with respect to the same financial year.

15.8 Each Shareholder (who can either be a MRPS Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) who is entitled to receive a final dividend or, as the case may be, an advance payment on dividends may decide that said dividend shall accrue and be paid on a later date.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the shareholders or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder

(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 Any assets remaining after payment of all of the Company's debts shall be applied as follows:

(a) first, to the MRPS Shareholder(s), the first class of MRPS Investment Amount until the last class of MRPS Investment Amount (in alphabetical order) respectively and the balance of the MRPS Profit Accounts respectively, whereby the balance of the MRPS Profit Accounts are determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the resolution of the Shareholder(s) provided for in article 16.1 is a respective MRPS Period End;

(b) second, to the Ordinary Shareholder(s), the paid up part on the Ordinary Shares;

(c) third, to the Ordinary Shareholder(s), the remainder after the distributions pursuant to paragraphs (a) to (b).

Upon liquidation, no distributions may be made to the Company in respect of Shares held by it.

16.3 After the liquidation has been completed, the books and records of the Company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting, to dissolve the Company.

Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

VII. Definitions

The following capitalized terms used in these Articles shall have the following meanings:

Articles has the meaning given in article 1.

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday or public holiday) on which commercial banks are generally open for business in Luxembourg.

Commencement Date means:

(a) in respect of the Class A MRPS: August 26, 2014; and

(b) in respect of the Class B MRPS: August 26, 2014.

Company has the meaning given in article 1.

General Profit Account has the meaning given in article 15.1.

Law has the meaning given in article 1.

Legal Reserve Account has the meaning given in article 15.1.

Ordinary Shareholder(s) has the meaning given in article 5.4.

Ordinary Shares has the meaning given in article 5.2.

Ordinary Shares Share Premium Reserve Account has the meaning given to it in article 5.6.

MRPS has the meaning given in article 5.2.

Class A MRPS has the meaning given in article 5.2.

Class B MRPS has the meaning given in article 5.2.

MRPS Coupon Entitlement means:

(a) for the Class A MRPS, an annual return, with respect to any MRPS Coupon Period, equal to:

(i) 0.5% of the MRPS Investment Amount in respect of the Class A MRPS and (ii) the net income including currency results if any received or accrued by the Company in relation to the USD 4 million loan receivable the Company owns on Camoplast Solideal Rubber Products (Qingdao) Co., Ltd as financed with the Class A MRPS minus (a) the 0.5% fixed rate mentioned under (i) and (b) an arm's length margin as is/will be determined on the basis of transfer pricing reports and advance pricing agreements; and

(b) for the Class B MRPS, an annual return, with respect to any MRPS Coupon Period, equal to: (i) 0.5% of the MRPS Investment Amount in respect of the Class B MRPS and (ii) the net income including currency results if any received or accrued by the Company in relation to the USD 5.7 million loan receivable the Company owns on Camoplast Solideal Holding Do Brasil LTDA. as financed with the Class B MRPS minus (a) the 0.5% fixed rate mentioned under (i) and (b) an arm's length margin as is/will be determined on the basis of transfer pricing reports and advance pricing agreements

MRPS Coupon Period means the period, in respect of each class of MRPS:

(a) starting on (and including) the relevant Commencement Date or a MRPS Period End Date; and

(b) ending on (but not including) the next MRPS Period End Date, based on a year of 360 days and the number of whole days in the relevant MRPS Coupon Period.

MRPS Investment Amount means in respect of each class of MRPS the sum of:

(a) the nominal value of each MRPS multiplied by the number of MRPS in issue in such class; and

(b) the balance of the relevant MRPS Share Premium Reserve Account.

MRPS Period End Date means in respect of each class of MRPS:

(a) issuance date of the relevant MRPS of each year occurring before the date specified in article 5.9; and

(b) each date of redemption of the respective MRPSs by the Company pursuant to article 5.9 and article 5.10, or, if such date is not a Business Day, the next Business Day (unless that day falls in the following financial year, in which case the MRPS Period End Date ends on the previous Business Day).

MRPS Profit Accounts has the meaning given to it in article 15.1.

MRPS Shareholder(s) has the meaning given in article 5.4.

MRPSs Share Premium Reserve Account has the meaning given to it in article 5.6.

Profit Accounts means the MRPS Profit Accounts and the General Profit Account.

Shareholders has the meaning given in article 5.5.

Shares has the meaning given in article 5.2.

Underlying Assets means:

(a) in respect of the Class A MRPS, the loan granted by the Company to Camoplast Solideal Rubber Products (Qingdao) Co., Ltd.; and

(b) in respect of the Class B MRPS, the loan granted by the Company to Camoplast Solideal Holding do Brazil Ltda.

VIII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed for and on behalf of the Company with the registration of such changes.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 8,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six août.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Camoplast Solideal Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de USD 23.108.630,- et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.661 (la Société). Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, le 23 avril 2014.

A COMPARU:

Camoplast Solideal Inc, une société régie par de droit canadien, dont le siège social est établi au, 2144, King Ouest, Bureau 110, Sherbrooke, J1J2E8 Quebec, Canada, immatriculée auprès du registre des sociétés du Canada sous le numéro 450903-0, étant l'associé unique de la Société (l'Associé Unique),

dûment représentée par Monsieur Ahcène Boulhais, employé, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est comme suit:

1. Diminution du capital social souscrit de la Société d'un montant de vingt-trois millions huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.008.630) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt-trois millions cent huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.108.630) représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale, à cent mille dollars américains (USD 100.000) représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale et affectation du montant de vingt-trois millions huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.008.630) résultant de la diminution du capital social souscrit de la Société au compte de réserve de prime d'émission de la Société;

2. Remplacement des douze mille (12.000) parts sociales existantes de la Société sans valeur nominale, par une (1) part sociale de la Société avec une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000);

3. Création de classes de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir (i) les parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables (les PSPOR) qui peuvent être utilisées dans différentes classes, ayant une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000) chacune, et (ii) les parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) et conversion subséquente des parts sociales dans le capital social de la Société en Parts Sociales Ordinaires;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf millions huit cent mille dollars américains (USD 9.800.000,00) afin de le porter de son montant actuel de cent mille dollars américains (USD 100.000) à neuf millions neuf cent mille dollars américains (USD 9.900.000,00) par voie de création et d'émission de quarante (40) PSPOR de classe A, cinquante-sept (57) PSPOR de Classe B et une (1) Part Sociale Ordinaire, toutes d'une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune;

5. Souscription et libération des quarante (40) PSPOR de classe A, des cinquante-sept (57) PSPOR de Classe B et d'une (1) Part Sociale Ordinaire par un apport en nature;

6. Modifications et refonte complète des statuts de la Société (sans modification de la clause d'objet social) afin de refléter les modifications mentionnées aux points 1 à 5 ci-dessus;

7. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements mentionnées aux points 1 à 5 ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, afin de procéder sous sa seule signature, pour le compte et au nom de la Société, à l'enregistrement de ces modifications dans le registre des associés de la Société; et

8. Divers.

III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de diminuer le capital social souscrit de la Société d'un montant de vingt-trois millions huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.008.630) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt-trois millions cent huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.108.630) représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale, à cent mille dollars américains (USD 100.000) représenté par douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale.

L'Associé Unique décide d'affecter le montant de vingt-trois millions huit mille six cent trente dollars américains (USD 23.008.630) résultant de la diminution du capital social souscrit de la Société au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de remplacer les douze mille (12.000) parts sociales existantes sous forme nominative sans valeur nominale par une part sociale de la Société d'une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000). En conséquence, les douze mille (12.000) parts sociales de la Société sans valeur nominale actuellement détenues par l'Associé Unique sont remplacées par une (1) part sociale de la Société ayant une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000) à compter de la date des présentes.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de créer des classes de parts sociales dans le capital social de la Société, qui sera composé de parts sociales obligatoirement rachetables (en abrégé, les PSPOR) qui peuvent être émises dans différentes classes et des parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires), dont les droits, obligations et caractéristiques sont détaillés dans les Statuts tels qu'adoptés à la sixième résolution ci-dessous. L'Associé Unique décide de convertir les parts sociales existantes dans le capital social de la Société en Parts Sociales Ordinaires. Les droits, obligations et caractéristiques des PSPOR sont différents des droits, obligations et caractéristiques des parts sociales existantes, qui seront dès lors des Parts Sociales Ordinaires.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf millions huit cent mille dollars américains (USD 9.800.000,00) afin de le porter de son montant actuel de cent mille dollars américains (USD 100.000) à neuf millions neuf cent mille dollars américains (USD 9.900.000,00) par voie de création et d'émission de quarante (40) PSPOR de classe A, cinquante-sept (57) PSPOR de Classe B et une (1) Part Sociale Ordinaire, toutes d'une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription et la libération intégrale de l'augmentation de capital comme suit:

Souscription - Libération

Camoplast Solideal Inc., précitée et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quarante (40) PSPOR de classe A, cinquante-sept (57) PSPOR de Classe B et une (1) Part Sociale Ordinaire, d'une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune, et libérer intégralement ces parts sociales par un apport en nature se composant d'une créance d'un montant de seize millions huit cent mille dollars américains (USD 16.800.000,00) qu'elle détient envers la Société (la Créance).

L'apport en nature de la Créance d'un montant de seize millions huit cent mille dollars américains (USD 16.800.000,00) sera affecté comme suit:

- (i) cent mille dollars américains (USD 100.000) au compte de capital social lié aux Parts Sociales Ordinaires;
- (ii) sept millions de dollars américains (USD 7.000.000) au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales Ordinaires;
- (iii) quatre millions de dollars américains (USD 4.000.000) au compte de capital social lié aux PSPOR de Classe A; et
- (iv) cinq millions sept cent mille dollars américains (USD 5.700.000) au compte de capital social lié aux PSPOR de Classe B.

L'évaluation de l'apport en nature de la Créance est prouvée entre autre par (i) les comptes intérimaires de la Société datés du 22 juillet 2014 (les Comptes Intérimaires) et signés pour approbation par le conseil de gérance de la Société et (ii) un certificat émis le 22 août 2014 par le conseil de gérance de la Société (le Certificat). Il résulte dudit Certificat qu'à la date dudit Certificat:

- les Comptes Intérimaires annexés montrent une créance d'un montant d'au moins seize millions huit cent mille dollars américains (USD 16.800.000) due par la Société à l'Associé Unique;
- l'Associé Unique est le propriétaire de la Créance, est le seul ayant droit à la Créance et possède le droit de disposer de la Créance;
- la Créance est certaine liquide et exigible en date due et sans déduction aucune;
- sur base des principes comptables généralement acceptés, la Créance apportée à la Société telle que dans les Comptes Intérimaires joints est au moins égale à seize millions huit cent mille dollars américains (USD 16.800.000) et depuis la date des Comptes Intérimaires aucun changement matériel n'a eu lieu qui aurait pu déprécier la valeur de la Créance;
- la Créance est librement cessible par l'Associé Unique à la Société et n'est soumise à aucune restriction ni grevée d'aucun nantissement ou privilège limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur;
- toutes les formalités requises à la cession de la propriété légale de la Créance apportée à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique et dès l'apport de la Créance par l'Associé Unique à la Société, la Créance sera éteinte par voie de confusion en vertu de l'article 1300 du code civil luxembourgeois.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de refondre les statuts de la Société (sans modification de la clause de l'objet social) de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Camoplast Solideal Holding S.à r.l." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations,

créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société s'élève à neuf millions neuf cent mille dollars américains (USD 9.900.000,00).

5.2 Le capital social de la Société est représenté par deux (2) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales Ordinaires), par quarante (40) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de classe A ayant une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les PSPOR de Classe A), et cinquante-sept (57) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de classe B ayant une valeur nominale de cent mille dollars américains (USD 100.000,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les PSPOR de Classe B, et ensemble avec les PSPOR de classe A et les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales).

5.3 Toutes les Parts Sociales sont sous forme nominative.

5.4 Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires sont désignés individuellement comme un Associé Ordinaire et collectivement comme les Associés Ordinaires. Le(s) détenteur(s) de toute classe de PSPOR sont désignés individuellement comme un Associé PSPOR et collectivement comme les Associés PSPOR.

5.5 Le(s) Associé(s) Ordinaire(s) et le(s) Associé(s) PSPOR sont collectivement désignés les Associés.

5.6 Chaque classe de PSPOR et chaque PSPOR respectivement sont rachetables conformément à ces Statuts. Si une prime d'émission a été payée lors de l'émission d'une Part Sociale, elle sera allouée à toutes les parts sociales de la catégorie des parts sociales (Parts Sociales Ordinaires ou la classe concernée de PSPOR) pour laquelle une prime d'émission a été émis.

Général - Acquisition ou rachat des parts sociales par la société

5.7 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales à la condition que la Société ait suffisamment de réserves distribuables ou si le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

Rachat obligatoire ou acquisition des PSPOR par la Société

5.8 En ce qui concerne les PSPOR et dans les limites permises par la loi, dix (10) après la date d'émission d'une classe de PSPOR, la Société doit racheter ou acquérir toutes (et pas seulement une partie) les PSPOR émises dans cette classe et encore en circulation à cette date.

Rachat optionnel des PSPOR par la Société

5.9 Sous réserve de l'article 5.8, la Société peut racheter les PSPOR sur notification écrite d'au moins six (6) jours calendaires préalables adressée à chaque Associé PSPOR, informant de la date proposée pour le rachat (qui doit être un jour ouvrable) et des prix de rachat avec un détail raisonnable sur les calculs tels que requis par l'article 5.11 (le cas échéant).

Rachat optionnel des PSPOR par les Associés PSPOR

5.10 Les PSPOR sont également rachetables à l'initiative du ou des Associé(s) PSPOR.

Contrepartie payable à ou aux Associés PSPOR en cas de rachat ou d'acquisition

5.11 L'(es) Associé(s) PSPOR, en rémunération d'un rachat ou d'une acquisition d'une classe de PSPOR par la Société conformément à l'article 5.8 ou à l'article 5.9 ou à l'article 5.10, aura (auront) le droit de percevoir un montant (en numéraire et/ou en nature égal à la somme:

- (a) du montant de l'investissement PSPOR respectif proportionnellement aux PSPOR qui sont rachetés ou acquis; et
- (b) du droit au Coupon PSPOR respectif proportionnellement aux PSPOR qui sont rachetés ou acquis.

5.12 Dans les limites de la Loi, en rémunération d'un rachat ou d'une acquisition des PSPOR d'une certaine classe par la Société conformément au présent article 5, les Associés PSPOR auront le droit de recevoir un montant (en numéraire ou en nature (qui peut être obtenu par l'émission d'autres parts sociales de la Société) étant le moins élevé des deux point suivants (i) le montant de départ de la valeur nominale des PSPOR y compris toute prime d'émission augmenté du coupon cumulatif à compter de la date de rachat tel qu'indiqué sur le Compte de Profits PSPOR de cette classe moins toute perte liée à la conversion de devises réalisée par la Société dans ses livres en dollars américains sur le remboursement de l'Investissement PSPOR et plus tout bénéfice lié à la conversion de devises réalisé par la Société dans ses livres en dollars américains sur le remboursement de l'Investissement PSPOR et (ii) la juste valeur de marché de l'Investissement PSPOR et les intérêts courus à la date de rachat, plus un (1) pourcent du montant de départ de la valeur nominale des PSPOR et prime d'émission au moment de l'émission des PSPOR.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Vis-à-vis de la Société, les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Parts Sociales. Les copropriétaires doivent nommer une seule personne afin de les représenter vis-à-vis de la Société.

6.2 Les Parts Sociales sont librement cessibles entres Associés ou, si il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.3 En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts Sociales à des tiers est soumise à l'accord préalable des Associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.4 Une cession de Parts Sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.5 Pour toutes autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.6 Un registre des Parts Sociales est tenu au siège social de la Société en conformité avec les dispositions de la Loi et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

III. Gérance - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants répartis en deux catégories, nommés respectivement "Gérants de catégorie A" et "Gérants de catégorie B".

7.2 Les gérants ne sont pas nécessairement des associés et seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Les gérants ainsi nommés constitueront un Conseil de gérance.

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la convocation pourra être envoyée par courriel, la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises

valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B ou par la signature conjointe de deux gérants de catégorie B. 10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 Les résolutions des Associés sont adoptées en assemblée générale des associés (composée des Associés PSPOR et des Associés Ordinaires) (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

12.2 Les Associés exercent tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.3 Droits de vote

(i) Chaque Part Sociale Ordinaire confère à son propriétaire une (1) voix.

(ii) Tant que la Société n'a qu'un Associé, conformément à l'article 200-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), toute PSPOR émise par la Société à cet associé unique ne portera pas de droit de vote.

(iii) Si la Société a plus d'un associé, et si les coupons sur les PSPOR restent impayés pendant une période de trois (3) années consécutives, lors du changement de forme sociale de la Société ou lors d'une fusion ou scission de la Société, les détenteurs de PSPOR auront un droit de vote.

12.4 Tout Associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'Associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des Associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque Associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les Associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier avril de chaque année et se termine le trente-et-un mars de chaque année.

14.2 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Profits. Général

15.1 La Société maintiendra:

(a) un compte de réserve légale (le Compte de Réserve Légale);

(b) un compte de profits PSPOR pour chaque classe de PSPOR (le Comptes de Profits PSPOR); et
(d) un compte général de profits (le Compte Général de Profits) (qui n'est pas un Compte de Profits PSPOR), qui seront tous exprimés en dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD).

Affectation des Pertes

15.2 Les pertes de la Société reprises dans le compte de pertes et profits adopté par l'Assemblée Générale, seront affectées de la manière suivante:

(a) premièrement, le solde restant sera affecté sur le Compte Général de Profits, dans la mesure où ce compte présente un solde positif;

(b) deuxièmement, le solde restant après l'affectation prévue au paragraphe

(a) ci-dessus, sera, le cas échéant, affecté au pro rate sur les Comptes de Profits PSPOR si et dans la mesure où ces comptes présentent un solde positif.

Affectation des Bénéfices

15.3 Chaque exercice social, la totalité des bénéfices distribuables selon la loi telle que mentionnée dans les comptes annuels de la Société, qui, en tout état de cause, comprendra le Droit au Coupon PSPOR de chaque classe et le Droit au Coupon PSPOR de Classe A, doit être affecté aux Comptes de Profits mentionné à l'article 15.1 dans l'ordre suivant:

(a) premièrement, un montant correspondant à 5% des bénéfices distribuables selon la loi sera affecté au Compte de Réserve Légale, jusqu'à ce que le montant total affecté au Compte de Réserve Légale atteigne 10% du capital social émis de la Société;

(b) deuxièmement, pour tout exercice social, le Droit au Coupon PSPOR respectif qui n'aura pas été pleinement affecté aux Comptes de Profits PSPOR, en raison de bénéfices insuffisants lors d'exercices sociaux précédents, sera affecté respectivement au Compte de Profits PSPOR concerné;

(c) troisièmement, pour tout exercice social, le Droit au Coupon PSPOR respectif qui a été affecté respectivement au Compte de Profits PSPOR concerné et qui a ensuite été retiré des Comptes de Profits PSPOR en raison de l'affectation des pertes selon l'article 15.2 lors d'un exercice social suivant, sera affecté respectivement au Compte de Profits PSPOR concerné;

(d) quatrièmement, pour tout exercice social, un montant équivalent au Droit au Coupon PSPOR respectif sera, pour l'exercice social concerné, affecté au Compte de Profits PSPOR concerné; et

(e) finalement, le solde du bénéfice restant après les affectations en vertu du paragraphe (a) à (e) inclus sera affecté au Compte Général de Profits.

Distributions

15.4 Sous réserve de l'article 15.5., en cas de paiement du solde d'un des Comptes de Profits PSPOR, ou une partie de celui-ci, en tant qu'acompte, le solde d'un des Comptes de Profits PSPOR sera calculé selon le jour calendrier qui précède immédiatement le jour du paiement de l'acompte, et sur l'hypothèse que ce jour est la fin d'un exercice social.

15.5 Les acomptes, hors des Comptes de Profits, peuvent être faites à tout moment. Ces acomptes, hors des Comptes de Profits, peuvent seulement être faites conformément à une résolution du Conseil.

15.6 Toute distribution sur prélèvement sur les Comptes de Profits qui n'est pas prévue par les articles 15.4. et 15.5. peut uniquement être faite aux Associés (comprenant les Associés PSPOR et les Associés Ordinaires) en vertu d'une résolution unanime de l'Assemblée Générale des Associés où l'intégralité du capital social votant de la Société est présent ou représenté, étant entendu, en tout état de cause, que le ou les Associé(s) PSPOR ne seront en droit de recevoir que les seules distributions effectuées à partir des Comptes de Profits PSPOR.

15.7 Le dividende final d'un exercice social doit être déclaré par une résolution de l'Assemblée Générale, en tenant compte de tout versement d'acomptes sur dividendes déclarés par le Conseil pour le même exercice social.

15.8 Chaque Associé (qui peut être soit un Associé PSPOR, soit un Associé Ordinaire, soit les deux) qui est autorisé à percevoir un dividende final ou, le cas échéant, le paiement d'un acompte sur dividendes peut décider que ledit dividende s'accumulera et sera payé à une date ultérieure.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Tous les actifs restants après le paiement de toutes les dettes de la Société seront répartis comme suit:

(a) premièrement, à l'Associé PSPOR ou aux Associés PSPOR, le Montant de l'Investissement PSPOR de la première classe jusqu'au Montant de l'Investissement PSPOR de la dernière Classe (dans l'ordre alphabétique) respectif et le solde des Comptes de Profits PSPOR respectif, le solde des Comptes de Profits PSPOR étant déterminé en supposant que le jour calendaire précédant immédiatement la résolution de(s) l'Associé(s) prévue à l'article 16.1 est une Date de Fin de Période PSPOR respective;

(b) deuxièmement, à l'Associé Ordinaire ou aux Associés Ordinaires, la part libérée sur les Parts Sociales Ordinaires;
 (c) troisièmement à l'Associé Ordinaire ou aux Associés Ordinaires, le solde restant après les distributions conformément aux paragraphes (a) à (b).

Pendant la liquidation, aucune distribution ne pourra être faite à la Société concernant les Parts Sociales qu'elle détient.

16.3 Après la réalisation de la liquidation, les livres et documents de la Société seront conservés pendant la période prescrite par la loi par la personne désignée à cet effet dans la résolution de l'Assemblée Générale prononçant la dissolution de la Société. Si l'Assemblée Générale n'a désigné personne, les liquidateurs devront s'en charger.

VII. Définitions

Les termes suivants en majuscule utilisés dans les présents Statuts auront les significations suivantes:

Statuts a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Jour Ouvrable signifie un jour (autre qu'un samedi, dimanche ou un jour férié) où les banques commerciales sont généralement ouvertes au Luxembourg.

Date de Début signifie

(i) en ce qui concerne les PSPOR de Classe A, le 26 août 2014; et

(ii) en ce qui concerne les PSPOR de Classe B, le 26 août 2014.

Société a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte Général de Profits a la signification qui lui est conférée à l'article 15.1.

Loi a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte de Réserve Légale a la signification qui lui est conférée à l'article 15.1.

Associé(s) Ordinaire(s) a la signification qui lui est conférée à l'article 5.4.

Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Compte de Réserve de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.6.

PSPOR a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

PSPOR de Classe A a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

PSPOR de Classe B a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Droit au Coupon PSPOR signifie, concernant toute Période de Coupon PSPOR, un montant annuel représentant 8,215% de l'addition du Montant de l'Investissement PSPOR et du Compte de Profits PSPOR.

Droit au Coupon PSPOR de Classe A signifie:

(a) pour les PSPOR de Classe A, un rendement annuel, concernant toute Période de Coupon PSPOR, équivalant à (i) 0,5% du Montant d'Investissement PSPOR dans le cadre des PSPOR de Classe A et (ii) le revenu net y compris les revenus de devises le cas échéant reçus ou courus par la Société liés à la créance de 4 millions d'USD que la Société détient envers Camoplast Solideal Rubber Products (Qingdao) Co., Ltd telle que financée par les PSPOR de Classe A moins (a) le taux annuel fixé à 0,5% mentionné sous (i) et (b) une marge vue dans des conditions normales de concurrence, telle que déterminée sur base des rapport de prix de transfert et des accords de prix préalable; et

(b) pour les PSPOR de Classe B, un rendement annuel, concernant toute Période de Coupon PSPOR, équivalant à (i) 0,5% du Montant d'Investissement PSPOR dans le cadre des PSPOR de Classe B et (ii) le revenu net y compris les revenus de devises le cas échéant reçus ou courus par la Société liés à la créance de 5,7 millions d'USD que la Société détient envers Camoplast Solideal Holding Do Brasil LTDA telle que financée par les PSPOR de Classe B moins (a) le taux annuel fixé à 0,5% mentionné sous (i) et (b) une marge vue dans des conditions normales de concurrence, telle que déterminée sur base des rapport de prix de transfert et des accords de prix préalable

Période de Coupon PSPOR signifie la période, pour chaque classe de PSPOR:

(a) qui débute à (et comprenant) la Date de Début respective ou une Date de Fin de Période PSPOR respective; et

(b) qui prend fin à (mais non compris) la prochaine Date de Fin de Période PSPOR; basée sur une année de 360 jours et le nombre de jours entiers dans la Période de Coupon PSPOR concernée.

Montant de l'Investissement PSPOR signifie, pour chaque classe de PSPOR, la somme de:

(a) la valeur nominale de chaque PSPOR multipliée par le nombre de PSPOR en circulation dans ladite classe; et

(b) le solde du Compte de Réserve de Prime d'Emission PSPOR lié.

Date de Fin de Période PSPOR signifie, pour chaque classe de PSPOR:

(a) le jour d'émission des PSPOR concernées de chaque année arrivant avant la date mentionnée à l'article 5.9; et

(b) chaque date de rachat des PSPOR respectives par la Société conformément à l'article 5.9. et l'article 5.10, ou si cette date n'est pas un Jour Ouvrable, le Jour Ouvrable suivant (à moins que ce jour ne tombe dans l'exercice social suivant, auquel cas la Date de Fin de Période PSPOR prendra fin le Jour Ouvrable précédent).

Compte de Profits PSPOR a la signification qui lui est conférée à l'article 15.1.

Associé(s) PSPOR a la signification qui lui est conférée à l'article 5.4.

Compte de Réserve de Prime d'Emission PSPOR a la signification qui lui est conférée à l'article 5.6.

Comptes de Profits signifie les Comptes de Profits PSPOR et le Compte Général de Profits.

Associés a la signification qui lui est conférée à l'article 5.5.

Parts Sociales a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Actifs Sous-Jacents signifie:

(a) pour les PSPOR de Classe A, le prêt accordé par la Société à Camoplast Solideal Rubber Products (Qingdao) Co., Ltd; et

(b) pour les PSPOR de Classe B, le prêt accordé par la Société à Camoplast Solideal Holding Do Brasil LTDA.

VIII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Septième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tous les gérants de la Société, chacun agissant individuellement, afin de procéder pour le compte et au nom de la Société à l'enregistrement de ces modifications.

Estimation

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 8.000,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare expressément qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire agissant pour le compte de la partie comparante, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BOULHAÏS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41068. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142666/885.

(140162621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Minusines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1735 Luxembourg, 8, rue François Hogenberg.

R.C.S. Luxembourg B 3.825.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130794/9.

(140147850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Luxame Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4645 Nieder Korn, 145, route de Pétange.

R.C.S. Luxembourg B 81.651.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130776/10.

(140147962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

UNM International Holdings Ltd., Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 143.416.

Les Comptes Annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014135261/12.

(140153462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

Young LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 158.268.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 25 juin 2014 et avec effet immédiat, a décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que liquidateur de la Société;

2 de nommer Triton II Luxco 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec un capital sociale d'EUR 31.090, ayant siège social au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171261, en tant que nouveau liquidateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Young Luxco S.à r.l., en liquidation volontaire

Référence de publication: 2014135282/16.

(140153636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

Welkin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 84.038.

EXTRAIT

IL RESULTE D'UNE DECISION PRISE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 05 AOUT 2014 - QUE SONT REELUS AUX POSTES D'ADMINISTRATEUR, LEURS MANDATS SE TERMINANT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR L'EXERCICE 2017

* MADAME MARIE-PAUL VAN WAELEM, née le 05.01.1950 à Uccle (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

* MADAME MARIE JOSEPH RENDERS, née le 17.10.1948 à Halle (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

* FIDIGA S.A.

inscrite au Registre du Commerce et des sociétés sous le numéro B 23 598, avec siège social 30 Boulevard Grande Duchesse Charlotte L - 1330 Luxembourg et dont le représentant légal est Madame Marie Joseph Renders, demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

QU'EST ELU AU POSTE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES, SON MANDAT SE TERMINANT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR LES COMPTES 2017

- FIRELUX S.A.

inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 84.589, avec siège social à L - 9053 Ettelbruck, 45 Av. J.F. Kennedy.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014135278/26.

(140153068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2014.

ILM Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 330.873,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.272.

—
Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 août 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Magdalena Pasecka, avec adresse professionnelle au 1, Rondo ONZ, 35 Floor, 00-124 Warsaw, Pologne, au mandat de gérant B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Iain Haggis, avec adresse professionnelle au 1, Rondo ONZ, 35th floor, 00-124 Varsovie, Pologne, de son mandat de gérant B, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014133155/15.

(140151244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

fo.con s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 80.233.

—
AUSZUG

Es geht aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 11. August 2014 hervor, dass:

- Herr Thomas Amend, mit beruflicher Adresse in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

- Herr Roman Mertes, mit beruflicher Adresse in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

- Herr Dr. Christian Tietze, mit beruflicher Adresse in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

als Verwaltungsratsmitglieder bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 wiedergewählt wurden.

- PricewaterhouseCoopers société cooperative

als Wirtschaftsprüfer bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 wiedergewählt wurde.

Munsbach, den 28. August 2014.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2014135299/17.

(140154267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2014.

Assya Capital Investment S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 158.871.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société du 19 août 2014 a décidé de ratifier la nomination de Grant Thornton Lux Audit, une société anonyme ayant son siège social 89A, rue Pafbruch L-8308 Capellen et immatriculée auprès du RCS de Luxembourg sous le N° B183.652, en tant que réviseur d'entreprise agréée en remplacement de Mazars Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2013.

La Société informe le Registre de Commerce et des Sociétés et le public que son gérant-actionnaire commandité, une société anonyme enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 148.973, a modifié sa dénomination sociale de «Assya Capital» en Assya Capital Luxembourg» par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 2011 et son siège social a été transféré par décision de son conseil d'administration du 24 mars 2011, au 22-24 Boulevard Royal, L-2224 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Assya Capital Investment S.C.A., SICAV - FIS

Mélanie Sauvage

Mandataire

Référence de publication: 2014135317/22.

(140154016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2014.

JW Aurum Series M (LUX) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.317.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130729/9.

(140148490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Real Estate Alpha 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.998.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130855/10.

(140148020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Hilares S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 131.183.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

HILARES S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014133139/13.

(140151101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

International Automotive Components Group Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.507.714,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 156.178.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 20 août 2014, le conseil de gérance a pris connaissance de la démission de madame Johanna Dirkje Martina van Oort en tant que Déléguée à la Gestion Journalière avec effet rétroactif au 21 mai 2014.

En cette même date, le conseil de gérance a décidé de nommer:

- madame Claudia Obermueller, née le 4 janvier 1969 à Berlin en Allemagne, demeurant professionnellement au 28333 Telegraph Road, Southfield, MI 48034, Etats-Unis d'Amérique, en tant que Déléguée à la Gestion Journalière avec effet immédiat et ce jusqu'au 20 août 2019; et

- monsieur Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam aux Pays-Bas, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que Délégué à la Gestion Journalière avec effet au 20 août 2014 et ce jusqu'au 20 août 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014133151/22.

(140151297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Mado Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 149.905.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg..

Référence de publication: 2014130786/10.

(140148311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SI KAD PE, Société Immobilière Bâtiment Konrad Adenauer du Parlement européen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.861.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SI KAD PE

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014130893/13.

(140148303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Sangam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

R.C.S. Luxembourg B 130.821.

Par la présente, nous vous informons de la dénonciation du siège social de la société Sangam S.à r.l, 1, rue Guillaume de Machault, L-2111 Luxembourg, RCS Luxembourg B 130821, en date du 20 août 2014 par MGMT CONSULT Sàrl, et ce avec effet au 1^{er} juin 2014.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Pour copie conforme

MGMT CONSULT Sàrl

Signature

Référence de publication: 2014132084/14.

(140149455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Sogeco Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 105.175.

Extrait des décisions portant à publication de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 30 juin 2014

L'Assemblée a décidé:

- d'accepter la démission de Guennadi TIMTCHENKO de ses fonctions d'administrateur A de la Société.

- de nommer aux fonctions d'administrateur A de la Société, Françoise DUCHOSAL, gestionnaire, née à Bouveret (Suisse), le 11 juin 1942, résidant CH-1290 Genève, 10, chemin Jean Baptiste Terray jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014130895/17.

(140148314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

K2 Ellipse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 182.017.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30. Juin 2014.

K2 Ellipse S.A.

Petra Hauer / Isabel Leixner

Référence de publication: 2014132557/12.

(140149988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Moonray European Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 315.550,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 111.376.

Décision de l'associé unique en date du 25 juillet 2014

Il est

RESOLU d'accepter la démission de Nishith Suresh Gandhi de qualité de Gérant de Moonray European Investments S.à r.l. avec effet au 25 July 2014.

RESOLU de nommer Samantha Pepper, 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en qualité de Gérant de Moonray European Investments S.à r.l. avec effet au 25 juillet 2014.

Le 25 juillet 2014.

L'Associé unique

Référence de publication: 2014133235/16.

(140150880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Javi Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 123.533.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'exercice 2013 tenue à 9.45 heures le 16 juin 2014

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale a pris connaissance du changement d'adresse des administrateurs M. Alexandre Vancheri, Mme Donatella Lecci, M. Nico Hoffeld et Mme Anique Bourkel, ainsi que de l'administrateur et administrateur-délégué M. Michel Bourkel du 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

5- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

Administrateurs:

M. Michel Bourkel, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
M Alexandre Vancheri, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
Mme Donatella Lecci, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
M. Nico Hoffeld, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
Mme Anique Bourkel, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg.

Administrateur-délégué:

M. Michel Bourkel, adresse professionnelle au 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

Gestion & Administration S.A., Company nr. 29441, Nia Mall, Vaea Street, Level 2, Apia, WS Samoa; qui tous acceptent, pour l'année 2014 et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Référence de publication: 2014132544/26.

(140150626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Luxors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue ds Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 89.311.

—
Rectificatif des statuts déposés en date du 20 août 2014 (L140149872)

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014133229/11.

(140151238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Lara Luxembourg Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 86.287.

—
Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014133213/12.

(140150827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Mylan Luxembourg 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 155.120.

—
La Société a été constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2148 du 12 octobre 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mylan Luxembourg 9 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014133240/15.

(140151463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

MHS European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 128.495.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prise par l'associé unique de la Société en date du 13 août 2014 que

- La démission de M. Luc GERONDAL, gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mr Philippe SALPETIER, né le 19 août 1970 à Libramont, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 août 2014.

Référence de publication: 2014133250/16.

(140151451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

**Palazzo Due Funding & Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Palazzo Due Funding & Co S.C.A.).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 127.190.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of September.

Before Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "Palazzo Due Funding & Co S.C.A..." (the Company), a société en commandite par actions having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, dated April 23rd, 2007, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1187 dated June 18th, 2007, registered with the Register Trades and Companies of Luxembourg under number B 127.190.

The Meeting was opened at 4:45 p.m. and presided with Mrs. Raymonde JALLON, employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary M. Pierre SCHWARTZ, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs. Irma PAKASIUTE, employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. To decrease the corporate capital to the extent of eighteen thousand five hundred Euros (18,500.- EUR) in order to reduce it from its present amount of thirtyone thousand Euros (31,000.- EUR) to twelve thousand five hundred Euros (12,500.-EUR), by cancellation of eighteen thousand five hundred (18,500) shares having a nominal value of one Euro (1.- EUR) each;

2. To change the legal form of the Company in order to transform it from a company limited by shares (S.C.A.) into a private limited liability company (S.à r.l.);

3. Decision to:

- change the name of the Company into "Palazzo Due Funding & Co S.à r.l.";

- revoke the associé-commandité (general partner) of the Company and to grant discharge to it in respect of the execution of its mandate;

- revoke the statutory auditor of the Company and to grant discharge to it in respect of the execution of its mandate;

4. To appoint "VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A..." as sole manager of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time.

5. Miscellaneous.

II) The represented shareholders, the proxy of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed "ne varietur" by the proxyholder, the members of the bureau of the Meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authority.

Proxies given by the represented shareholders, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III) It appears from the attendance list that the entire share capital of de Company is present or represented at the present general meeting. The entire share capital being represented at the general meeting, the shareholders waive the requirement to be duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda, which has been made available before the meeting.

IV) Subsequently the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

The shareholders of the Company, having recognized to be fully informed of the foregoing agenda, passed the following resolutions:

First resolution:

The Meeting resolves to decrease the corporate capital of the Company to the extent of eighteen thousand five hundred Euro (18,500.- EUR) in order to reduce it from its present amount of thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR) to twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR).

This capital reduction is achieved by repayment of eighteen thousand five hundred Euro (18,500.- EUR) to shareholders by canceling eighteen thousand five hundred (18,500) shares with a nominal value of one euro (1.- EUR) each.

All powers are granted to the administrative organ to make the necessary accounting records and reimbursement of shareholders.

Repayment:

The notary drew the attention of the Meeting to the provisions of Article 69 of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies, adding protection for potential creditors of the Company. The actual repayment to shareholders can take place freely to the extent no claim has been filed by creditors within thirty (30) days following the publication of this act to the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Second resolution:

The Meeting resolves to change the legal form of the Company, in order to transform it from a société en commandite par actions into a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and perform a complete overhaul of the statutes, so as to adapt to the new form of the Company, without changing the essential elements.

The Meeting states:

- by the transformation of the Company into a company with private limited liability company (société à responsabilité limitée), no new company is created;
- the limited liability company is the continuation of the Company as it existed up to now, with the same legal status and without any change occurs in both the assets and the liabilities of the Company;
- the twelve thousand five hundred (12,500) current shares are replaced by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each; and
- that therefore each partner will receive a "share S.à r.l." in exchange for an "share S.C.A."

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations and the depreciations.

The private limited liability company shall continue the bookkeeping and the accountancy held by the société en commandite par actions.

Within the framework of the change of the legal form, it is justified to the undersigned notary by a balance sheet as of August 31st, 2014, that the net assets of the Company is not less than the current share capital of the Company.

The said balance sheet and declaration, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution:

The Meeting resolves:

- to change the name of the Company into "Palazzo Due Funding & Co S.à r.l.";
- to revoke the associé-commandité (general partner) of the Company and the statutory auditor of the Company and to grant discharge to them in respect of the execution of their mandates;
- to proceed to a full restatement of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the here-above resolutions and to adapt them to the new form of the Company, by giving them the following wording:

"I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name.

1.1 There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Palazzo Due Funding & Co S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

1.2 The Company is subject to the provisions of the law dated 22 March 2004 on securitisation (the Securitisation Law) and qualifies as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of that law.

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the

registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company consists in the acquisition, the assumption and securitisation of risks relating to claims or assets including loans, receivables, notes, units or any other financial instruments (including any units or securities issued by Luxembourg or Non-Luxembourg securitisation vehicles), or obligations assumed by third parties together with any accessory rights and entitlements acquired by the Company, being referred to as the Securitisation Assets.

3.2 The Company may issue bonds, notes or any other form of debt securities the return or value of which shall depend on the Securitisation Assets.

3.3 The Company may enter into any agreements necessary to the acquisition and securitisation of such Securitisation Assets including, without being limited to, any hedging agreements or other derivative transactions or, subject to the Securitisation Law warehousing arrangements and loan agreements relating thereto.

3.4 The Company may sell, assign or otherwise dispose of all or any of its rights and obligations under or accessory to the Securitisation Assets in such manner as the Manager or any other person appointed for such purpose shall approve at such time in accordance with the provisions of article 61 (1) of the Securitisation Law.

3.5 The Company may enter into any transactions that it may deem necessary for the purpose of managing its assets and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company.

3.6 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to nonshareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex,

facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law and the Securitisation Law."

Fourth resolution:

The Meeting states that all the twelve thousand and five hundred (12,500) shares are held by "Fund I Liquidating MM LLC", a limited liability company established under the laws of the United States of America, having its registered office at 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, The United States of America, and being registered with the with the U.S. Securities and Exchange Commission as an Investment Adviser under number 801-62982.

Fifth resolution:

The Meeting resolves to appoint "VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A.", a Luxembourg company having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47.765, as sole manager of the Company with immediate effect and for an indefinite period of time.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, this person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-six septembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés (l'Assemblée) de «Palazzo Due Funding & Co S.C.A.» (la Société), une société en commandite par actions ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, constituée par acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg, en date du 23 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1187 du 18 juin 2007,

immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.190.

L'Assemblée est ouverte à heures sous la présidence de Mme Raymonde JALLON, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente nomme comme secrétaire M. Pierre SCHWARTZ, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Mme Irma PAKASIUTE, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, la Présidente déclare et requiert le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société à hauteur de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) par annulation de dix-huit mille cinq cents (18.500) actions d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune.

2. Changement de la forme juridique de la Société pour la transformer de société en commandite par actions (S.C.A.) en Société à responsabilité limitée (S.à r.l.);

3. Décision de:

- changer la dénomination sociale de la Société en "Palazzo Due Funding & Co S.à r.l.";
- révoquer l'associé-commandité de la Société et le réviseur d'entreprises et de leur donner décharge pleine et entière pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour;
- procéder à une refonte totale des Statuts afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société.

4. Nomination de «VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A.» en tant que gérante unique de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

5. Divers.

II) Les actionnaires représentés, la mandataire des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils possèdent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle liste de présence, après avoir été paraphée "ne varietur" par la mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Pareillement, resterons annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par la mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III) La liste de présence révèle que l'intégralité du capital social de la Société est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire. L'intégralité du capital social étant représentée à l'assemblée générale, les actionnaires renoncent aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui a été rendue accessible avant l'assemblée générale.

IV) La Présidente constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

La Présidente soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont toutes été adoptées à l'unanimité:

Première résolution:

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société à hauteur de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR).

Cette réduction de capital est réalisée par remboursement du montant de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR) aux actionnaires et par annulation de dix-huit mille cinq cents (18.500) actions d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune.

Tous pouvoirs sont conférés à l'organe administratif pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement des actionnaires.

Délai de remboursement:

Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la Société, le remboursement effectif aux actionnaires ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide de changer la forme juridique de la Société, pour la transformer de société en commandite par actions en société à responsabilité limitée, et de procéder à une refonte complète des statuts, de sorte à les adapter à la nouvelle forme de la Société, sans en modifier les éléments essentiels.

L'Assemblée constate:

- que par cette transformation de la Société en société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée;
- que la société à responsabilité limitée est la continuation de la Société telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de la Société;
- que les douze mille cinq cents (12.500) actions actuelles sont remplacées par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune; et
- que par conséquent chaque associé recevra une "part sociale S.à r.l." en échange d'une "action S.C.A."

Le capital social et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les plus-values et les moins-values.

La société à responsabilité limitée continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société en commandite par actions.

Dans le cadre de la transformation de la forme juridique, il est justifié au notaire instrumentant par un bilan établi au 31 août 2014 que l'actif net de la Société n'est pas inférieur au capital social de la Société.

Lesdits bilan et déclaration, après avoir été signés "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec celui-ci.

Troisième résolution:

Les Associés décident:

- de changer le nom de la Société en "Palazzo Due Funding & Co S.à r.l.";
- de révoquer l'associé-commandité de la Société et le réviseur d'entreprises et de leur donner décharge pleine et entière pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour;
- de procéder à une refonte totale des Statuts afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société, leur donnant la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée»

1. Dénomination.

1.1. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Palazzo Due Funding & Co S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

1.2. La Société est soumise aux termes de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation (la Loi de Titrisation) et est qualifiée de société de titrisation conformément aux termes de la Loi de Titrisation.

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime

que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1. L'objet social de la Société consiste en l'acquisition, la reprise et la titrisation de risques sous la forme de prêts, créances, titres, droits ou autres instruments financiers (inclus des titres et sûretés émises par un véhicules de titrisation Luxembourgeois ou non-Luxembourgeois) ou tous droits assumés par des tiers ainsi que tous les droits accessoires et droits acquis par la Société étant ci-après désignés comme les Avoirs Titrisés.

3.2. La Société peut émettre des obligations, titres d'emprunt ou toute autre forme de titres de dette, le revenu ou la valeur de chacun dépend des Avoirs Titrisés.

3.3. La Société peut conclure tout contrat nécessaire à l'acquisition et à la titrisation de ces Avoirs Titrisés, y compris, mais sans être limité à, toutes conventions de couverture ou transactions de dérivés, ou sujet à la Loi de Titrisation, tous contrats dans la phase d'accumulation des actifs (warehousing arrangements) et tous contrats de prêts relatifs à ceux-ci.

3.4. La Société peut vendre, céder ou autrement disposer de tous ou partie de ses droits et obligations sur les Avoirs Titrisés ou accessoires à ces Avoirs de la manière que le Gérant ou toute autre personne nommée à cette fin approuve à ce moment, en conformité avec les termes de l'article 61(1) de la Loi de Titrisation.

3.5. La Société peut conclure toutes transactions qu'elle estime nécessaire afin de gérer ses avoirs et fournir, dans les limites de l'article 61 (3) de la Loi, toute sorte de garanties ou de droits de sûreté, par le biais d'hypothèque, gage, sûreté ou tout autre moyen, sur les avoirs et droits détenus par la Société.

3.6. La Société peut prendre toute mesure afin de sauvegarder ses droits et faire toutes transactions quelles qu'elles soient, qui sont directement ou indirectement liées ou utiles à ses buts et qui sont capables de promouvoir leur accomplissement ou développement.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'(ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet de ces Statuts, il est fait référence à la Loi sur les Sociétés et Loi de Titrisation.»

Quatrième résolution:

L'Assemblée constate que l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sont détenues par «Fund I Liquidating MM LLC», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois des Etats Unis, ayant son siège social à 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, The United States of America, et enregistrée auprès de la Commission de la Securities and Exchange Commission des Etats- Unis sous le numéro de 801-62982.

Cinquième résolution:

L'Assemblée décide de nommer «VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A.», une société luxembourgeoise ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L- 2134 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.765, en tant que gérante unique de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

138573

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille trois cents euros (1.300,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; et qu'à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. JALLON, P. SCHWARTZ, I. PAKASIUTE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/45777. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156842/558.

(140176411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Palazzo Due Funding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 127.189.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the twenty-sixth day of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

"FUND I LIQUIDATING MM LLC", a Limited Liability Company, established under the laws of the United States of America, having its registered office at 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, The United States of America, and being registered as a "Relying Advisor" with the U.S. Securities and Exchange Commission under FIG LLC'S number 801-62982,

here represented by Ms Irma PAKASIUTE, employee, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary to act:

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") "Palazzo Due Funding S.à. r.l.", (the "Company"), established and having its registered office in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 23rd April 2007 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1186 dated 18 June 2007, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 127.189.

The corporate capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (25.- EUR) each.

The appearing party, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company and decides to dissolve and liquidate the Company with immediate effect.

Being the Sole Shareholder and liquidator of the Company, the appearing party, represented as here above, declares that all assets have been realised, and property of all assets has been transferred to the Sole Shareholder and that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the Sole Shareholder irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The appearing party, represented as aforesaid, gives discharge to the managers for their mandates up to this date.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five (5) years at the registered office.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic

copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (by analogy of the article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately eight hundred Euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six septembre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

«FUND I LIQUIDATING MM LLC», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois des Etats Unis, ayant son siège social à 1345 Avenue of the Americas, 46th Floor, New York, NY 10105, Etats-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission des Etats-Unis sous le numéro 801-62982,

ici représenté par Mme Irma PAKASIUTE, employée, demeurant professionnellement au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en vertu de d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique associée («l'Associée Unique») de la société à responsabilité limitée «Palazzo Due Funding S.à r.l.», (la «Société»), établie et ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, le 23 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro N° 1186 du 18 juin 2007, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 127.189.

Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

La comparante, représentée comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et décide de dissoudre et liquider la Société avec effet immédiat.

En agissant tant en qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'Associée Unique, elle déclare que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'Associée Unique et que les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés. Par rapport à d'éventuels passifs actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, l'Associée Unique assumera irrévocablement l'obligation de les payer, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée et liquidée.

Décharge pleine et entière est accordée par la comparante, représentée comme ci-avant, aux gérants pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (par analogie de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à huit cents euros (EUR 800,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. PAKASIUTE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/45778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156123/106.

(140177239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Amromco Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: RON 62.657,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2014.

Sophie Zinten

Mandataire

Référence de publication: 2014132908/12.

(140151170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.738.

En date du 25 juillet 2014, les cessions de parts suivantes ont eu lieu:

- l'associé Apollo European Strategie Investments (Holdings) L.P., avec siège social au 87, Mary Street, KY1-9005 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans, a transféré 67,550 parts sociales à Apollo SPN (Credit) Investments I LLC., avec siège social au 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, New Castle County, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert;

- l'associé Apollo Special Opportunies Managed Account L.P., avec siège social au 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, New Castle County, Delaware, Etats-Unis, a transféré 105,000 parts sociales à Apollo SPN (Credit) Investments I LLC., précité, qui les acquiert;

- l'associé Apollo European Credit Master Fund L.P., avec siège social au 87, Mary Street, KY1-9005 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans, a transféré 40,000 parts sociales à Apollo SPN (Credit) Investments I LLC., précité, qui les acquiert;

En conséquence, les associés de la société sont les suivants:

- Apollo European Strategic Investments (Holdings), L.P., précité, avec 278,750 parts sociales

- Apollo Special Opportunies Managed Account L.P., précité, avec 422,500 parts sociales

- Apollo European Credit Master Fund L.P. précité, avec 162,500 parts sociales

- Apollo SPN (Credit) Investments I LLC. précité, avec 386,250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014132913/26.

(140151502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Michel Jasmain S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8561 Schwebach, 1, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 127.204.

Les comptes annuels clôturés au 31-déc-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130791/10.

(140148355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Pentair Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 72.853.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130828/10.

(140148217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Real Estate Alpha 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.075.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130857/10.

(140148027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Real Estate Alpha 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.918.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130858/10.

(140148029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Royster Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 173.928.

Par le présent avis, la Société informe les tiers que le siège social de son associé unique, DB Finance International GmbH a été transféré de Mergenthalerallee 77, 65760 Eschborn, Allemagne, à Alfred-Herrhausen-Allee 16-24, 65760 Eschborn, Allemagne.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130863/12.

(140148494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.
